



Echanges du 8 juillet au ministère, partie 2

Sans un mouvement inscrit dans la durée, sans les différentes initiatives, internes avec les réactions publiques de nombreux collègues, externes via les fédérations des syndicats ou dans les Comités Techniques, les tutelles n'auraient certainement pas prêté grande attention aux inquiétudes actuelles des personnels de Météo-France.

Les débats sont loin d'être terminés ; ils ne se termineront d'ailleurs sans doute jamais. Restons mobilisés, chacun à sa manière. Être reçu au ministère n'est pas un objectif en soi, c'est un moyen de faire entendre les messages des personnels en passant par de-là notre direction générale. Cela est intéressant dans cette période de réflexion sur la stratégie à venir de Météo-France (rédaction du Contrat d'Objectifs et de Performance).

Ceux qui proclameraient : "ô miracle, nous, nous avons été entendus" se trompent. Les décideurs écoutent mais ne suivent tel ou tel syndicat : les politiques publiques sont plus complexes. Dans ce bruit général, la CFDT-Météo a porté au ministère la voix des personnels, notamment celles des prévisionnistes, en mentionnant [la lettre des acteurs montagne adressée à la direction générale ici en ligne sur le site de Solidaires-Météo](#), ou encore en rapportant la plupart des éléments [du courrier des encadrants DIR/Prévi ici en lien](#).

Quelle est la position du conseiller infrastructures, transports, partenariats et social de notre ministre ? du moins, telle que nous l'avons comprise.

Le conseiller : Sa position de principe est simple. **C'est leur fiabilité qui donne aux prévisions de Météo-France leur intérêt.** A titre d'illustration, il indique que "le jour où les prévisions ne sont plus fiables, où vous vous plantez à plusieurs reprises, une armée de communicants ne sera pas suffisante pour rattraper le coup".

CFDT-Météo : Nous avertissons alors que l'homme deviendra esclave de la machine en cas d'automatisation complète. En effet, l'homme est sujet aux reproches, pas la machine. Ainsi, si l'homme contredit la machine qui alerte sur des événements graves, et que ceux-ci ont tout de même lieu, l'homme risque ensuite de ne pas plus oser contredire la machine. Par prudence, il suivra systématiquement la machine. Et in fine, il perdra son expertise. Il n'y aura plus d'analyse critique des modèles.

Le conseiller comprend le discours, **nous interroge sur la façon de travailler des services nationaux étrangers, et sur les implantations.**

CFDT-Météo : nous avons contacté un syndicat du service météo anglais mais celui-ci n'a pas répondu à ce stade. L'interrogation portait principalement sur le réseau territorial anglais puisque les cartes du Metoffice montre plus de quarante (40) sites d'emploi de ses personnels ([carte ici en ligne](#)). Sur ce point, le conseiller social nous interroge quant aux coûts associés à l'existence d'un centre. Nous répondons qu'il n'y a pas d'infrastructure lourde. Nous soulignons que la direction souhaite travailler en réseau, mais qu'elle détruit le réseau en en faisant disparaître une très large partie (non clairement définie d'ailleurs...). La CFDT-Météo estime qu'il faut au contraire renforcer certains centres pour les amener à une "*taille critique*" (cf. [rapport sur la prospective à 10 ans](#), page 11).

Nous argumentons aussi que les métiers liés à la prévision amont, à l'analyse du modèle pour en conclure une prévision fine, sont utiles nationalement et localement, et qu'il faut en évaluer le bénéfice. Nous donnons notre avis : l'alimentation d'une base peut être automatisée mais il faut que l'homme garde la possibilité d'y apporter des corrections. Par ailleurs, les réflexions n'ont pas été menées avec assez de profondeur : les divergences s'aggraveront entre des productions qui resteraient humaines et des productions automatiques reposant sur des bases totalement automatisées.

Le conseiller de la ministre nous entend, estime qu'une étude d'impact est nécessaire et répète être sensible à la fiabilité de l'ensemble du système de prévision que Météo-France doit construire. Puis il nous interroge **sur le nombre de personnes impliquées dans le domaine de la prévision**.

CFDT-Météo : avant toute chose, nous rappelons que c'est le coeur de métier. Puis nous nous trompons en avançant 800 personnes dans la famille de métiers "*exploitant et/ou prévisionniste*" alors que le chiffre exact est sans doute un peu supérieur (1130 en 2013). Nous soulignons que donner un chiffre en l'absence de plan GPRH récent (le dernier est daté du 12 décembre 2013) relève de la gageure.

Le conseiller souhaite savoir si l'« automatisation de la prévision » est le seul point d'achoppement dans les activités de Météo-France.

CFDT-Météo : bien évidemment non. Nous citons la problématique à venir dans le domaine des développements : qu'est-ce qui doit être fait en interne, qu'est-ce qui peut être fait en externe ? Nous soulignons les soucis et malaises engendrés du côté des "mutualisations" des services dit supports, RH, Finances mais aussi TTI. Notre conclusion est toutefois que les annonces récentes sur l'automatisation complète de la prévision ont déstabilisé un nombre inédit de personnels à Météo-France, qu'ils soient strictement "du métier" ou non.

Le conseiller estime que le temps doit être donné à l'Etablissement pour construire son projet d'avenir et son contrat d'objectifs et de performance (COP). Selon lui, le consensus n'est pas obligatoire mais le COP ne peut pas être construit alors que "quatre organisations syndicales sur quatre ont boycotté les instances de concertation et déposé plusieurs journées de grève depuis six mois".

La CFDT-Météo explique avoir entendu son message à la précédente réunion du 10 septembre 2015 invitant à une reprise du dialogue, une fois obtenus trajectoire prévisible d'effectifs et tournée du p-dg. La CFDT-Météo a toutefois constaté que la direction n'a proposé aucun groupe de travail ou de réflexion sur le contrat d'objectifs et de performance.